



---

Conseil de sécurité

## **Briefing non-prolifération et la République populaire démocratique de Corée**

New York, le 17 avril 2023

Déclaration de la Suisse

---

Monsieur le Président,

Nous remercions le Sous-Secrétaire général Khiari pour son exposé. Le Conseil se réunit en raison d'un nouveau lancement de missile balistique de portée intercontinentale par la République populaire démocratique de Corée.

La Suisse condamne ce lancement d'un nouveau modèle disposant vraisemblablement d'une propulsion à propergol solide. La RPDC développe ainsi des vecteurs nucléaires de plus en plus dangereux et multiples, ce qui représente, conjointement avec son programme nucléaire, une menace pour toute la communauté internationale.

La Suisse s'inquiète du rythme croissant de tests de missiles qui exacerbent les tensions et péjorent la situation sécuritaire. Elle rappelle les conséquences humanitaires catastrophiques que provoquerait l'emploi d'armes nucléaires. Nous devons renforcer nos efforts en faveur de la non-prolifération, du désarmement et du maintien du tabou nucléaire.

Mois après mois, nos discussions se ressemblent alors que le programme nucléaire de la RPDC continue d'évoluer. Toutefois, ces réunions et nos discussions restent cruciales – car ce Conseil ne saurait ignorer son devoir et ses responsabilités. Je tiens à souligner trois défis.

Premièrement, ces tirs sont en violation de résolutions juridiquement contraignantes du Conseil de sécurité et donc du droit international. Il est donc de notre devoir collectif de condamner les essais de missiles balistiques de la RPDC. La Suisse répète que la RPDC est tenue de mettre en œuvre ses obligations en vertu des résolutions du Conseil et de prendre des mesures concrètes en vue d'abandonner ses armes nucléaires, ses missiles balistiques et ses programmes connexes de manière complète, vérifiable et irréversible. Nous appelons également la RPDC, ainsi que tous les autres États figurant dans l'annexe 2, à signer et à ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous rappelons que si les obligations qui découlent des résolutions valent en premier lieu pour la RPDC, elles s'appliquent à tous les États, qui sont tenus de mettre en œuvre de manière effective les sanctions du Conseil de sécurité.

Deuxièmement, la Suisse souligne l'importance des efforts mis en place par le Conseil pour veiller à ce que l'aide humanitaire reste possible et qu'elle ne soit pas impactée négativement par les sanctions. L'unité du Conseil qui a permis l'adoption de la résolution 2664 (2022) est la preuve de notre objectif commun à cet égard. Les lourdes restrictions mises en place par la RPDC en lien avec la pandémie entravent gravement l'aide humanitaire internationale. Nous espérons qu'elles seront levées pour que l'aide humanitaire puisse reprendre rapidement. Les besoins du peuple de la RPDC ne doivent pas être oubliés et leurs droits humains doivent être respectés. Le développement des programmes nucléaire et militaire reste possible uniquement au prix de violations graves des droits de l'homme et d'une situation humanitaire précaire.

Troisièmement, le Conseil et l'ensemble des Nations Unies ont un rôle important à jouer afin d'encourager le dialogue, la désescalade et la recherche de solutions diplomatiques. Il existe une volonté de mener et de soutenir un dialogue avec la RPDC. Nous accueillons favorablement l'appel aux bons offices du Secrétaire général et nous encourageons la RPDC à engager un dialogue constructif avec le Conseil et le système onusien.

Pour trouver une solution politique, le Conseil doit sortir de son silence. L'appel au dialogue devrait s'articuler autour d'une position unie. Nous encourageons tous les membres dans la recherche d'un consensus en vue d'un produit du Conseil. La Suisse soutiendra tous les efforts pour parvenir à cette unité.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Mr. President,

We thank Assistant Secretary-General Khiari for his briefing. The Council is meeting in view of a further intercontinental ballistic missile launch by the Democratic People's Republic of Korea.

Switzerland condemns this launch of a new model that is likely to have solid fuel technology. The DPRK is thus developing increasingly dangerous and numerous nuclear delivery systems, which, together with its nuclear program, represent a threat to the entire international community.

Switzerland is concerned about the increasing pace of missile tests which exacerbate tensions and worsen the security situation. It recalls the catastrophic humanitarian consequences of the use of nuclear weapons. We need to strengthen our efforts for non-proliferation, disarmament and the maintenance of the nuclear taboo.

Month after month, our discussions become more similar as the DPRK's nuclear program continues to evolve. However, these meetings and our discussions remain crucial - for this Council cannot ignore its duty and responsibility. I want to highlight three challenges.

First, these launches are in violation of legally binding Security Council resolutions and thus of international law. It is therefore our collective duty to condemn the DPRK's ballistic missile tests. Switzerland reiterates that the DPRK is obliged to implement its obligations under the

resolutions of the Council and to take concrete steps to abandon its nuclear weapons, ballistic missiles and related programs in a complete, verifiable and irreversible manner. We also call upon the DPRK, together with all other Annex 2 states, to sign and ratify the Comprehensive Nuclear Test Ban Treaty. We recall that while the obligations under the resolutions apply primarily to the DPRK, they apply to all States, which are required to effectively implement the Security Council sanctions.

Secondly, Switzerland underlines the importance of the Council's efforts to ensure that humanitarian assistance remains possible and is not negatively impacted by the sanctions. The unity of the Council that allowed for the adoption of resolution 2664 (2022) is proof of our common objective in this regard. The heavy restrictions put in place by the DPRK in connection with the pandemic are severely hampering international humanitarian assistance. We hope that they will be lifted so that humanitarian assistance can resume promptly. The needs of the DPRK people must not be forgotten and their human rights must be respected. The development of nuclear and military programs remains possible only at the cost of serious human rights violations and a precarious humanitarian situation.

Third, the Council and the United Nations as a whole have an important role to play in encouraging dialogue, de-escalation and the search for diplomatic solutions. There is a willingness to conduct and support a dialogue with the DPRK. We welcome the calls for the Secretary-General's good offices and encourage the DPRK to engage constructively with the Council and the UN system.

In order to find a political solution, the Council must break its silence. The call for dialogue should be based on a united position. We encourage all members in the search for consensus in view of a Council product. Switzerland will support all efforts to achieve this unity.

Thank you very much.